

RAPPORT N° 90-50
au Conseil Municipal

OBJET

AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES
POUR L'ACQUISITION DE MOBILIERS DE BUREAU
POUR L'EXERCICE 1991

La Municipalité envisage l'acquisition de mobiliers de bureau pour les différents services de la Mairie.

La formule proposée est celle d'un MARCHÉ DE CLIENTELE avec une clause de dénonciation de l'une ou de l'autre des parties trois mois avant la fin de l'exercice budgétaire concerné, sans toutefois que la durée totale du contrat ne puisse excéder cinq années, conformément aux principes de l'Article 273 du Code des Marchés Publics et aux diverses doctrines de la Commission Centrale des Marchés.

Par ailleurs, je vous propose d'introduire au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) une clause de sauvegarde tendant à limiter l'évolution des prix annuellement.

Il vous est donc demandé, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au Budget Primitif 1991 (Chapitre 900 - Article 214) :

- d'approuver le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Règlement Particulier d'Appel d'Offres ;
- de m'autoriser à lancer l'appel d'offres et à passer un marché avec l'entreprise retenue par la Commission chargée de l'ouverture des plis ; en cas de résultat infructueux, à traiter par marché négocié.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE MAIRE
Gilbert ANNETTE

LE MAIRE : Devons-nous reprendre la précédente discussion ?

M. GERARD M. : Nous ne reprendrons pas cette même discussion. Cependant, nous ne pouvons pas adopter des décisions en vrac.

LE MAIRE : Bien.

Pour la régularité, je vous propose d'adopter une à une ces différentes affaires.

Je mets aux voix le Rapport n° 90-50. Oppositions ? Deux. Abstentions.

Le Rapport est adopté à la MAJORITE
-2 oppositions-.
